

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 07/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



NESTLE HEALTH SCIENCE FRANCE

Rue Maréchal Montgomery
14480 CREULLY SUR SEULLES

Références : 2022-14-578
Code AIOT : 0005304386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2022 dans l'établissement NESTLE HEALTH SCIENCE FRANCE implanté Rue Maréchal Montgomery 14480 CREULLY SUR SEULLES. L'inspection a été annoncée le 26/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE HEALTH SCIENCE FRANCE
- Rue Maréchal Montgomery 14480 CREULLY SUR SEULLES
- Code AIOT : 0005304386
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ancienne laiterie, l'usine de Creully s'est complètement reconvertie depuis 1965 à la nutrition clinique. L'activité du site consiste en la fabrication de compléments nutritionnels sous forme de cups ou de bouteilles plastiques.

L'usine emploie 200 personnes qui travaillent en 3 x 8 , 7 jours sur 7.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse
- Suivi des installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
3	Suivi travaux	Autre du 01/09/2021	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Suivi Plainte	Lettre du 11/03/2022	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Visite de site	Arrêté Préfectoral du 10/05/2010	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 10/05/2010, article 4.1.5.2.1	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 10/05/2010, article 4.1.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site Nestlé Health Science de Creully, dans le cadre de son augmentation de production, a identifié des mesures de renforcement de la sécurité du bâtiment GRAHAM de fabrication des bouteilles plastiques. Les travaux sont bien avancés mais ils n'ont pas pu être entièrement réalisés lors de l'arrêt technique de 2022.

Le site a engagé des actions notables de réduction de la consommation en eau, qu'il convient de poursuivre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2010, article 4.1.5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le volume maximal d'eau prélevé est limité à 5 litres d'eau par litre de lait traité soit 15 m ³ d'eau par tonne de produits finis. Ce ratio est dénommé « consommation spécifique ». Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. L'exploitant calcule une fois par mois la consommation spécifique de ses installations. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
Constats : L'exploitant a présenté la consommation spécifique en eau du site. Elle est passée de 9 m ³ /t en 2018 à 7,6 en 2021, grâce à différents investissements réalisés sur le site ces 4 dernières années. Cela a permis une diminution de la consommation annuelle en eau du site de 7% ces 4 dernières années malgré une augmentation de la production de 14,5%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2010, article 4.1.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Mesures temporaires de limitation des prélèvements d'eau et des rejets en cas d'alerte renforcée</p> <p>Dès publication de l'arrêté préfectoral, prévu à l'article 4 de l'arrêté cadre préfectoral du 6 juillet 2007 susvisé, déclenchant en cas de franchissement du seuil d'alerte renforcée la mise en application des mesures de limitation des prélèvements d'eau dans le réseau d'eau potable définies à l'article 5 de l'arrêté cadre, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limitation des prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels ; - Surveillance renforcée des consommations d'eau - Report des opérations exceptionnelles, essais ou modifications de procédés générateurs d'une surconsommation en eau ou générateurs d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production, à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité ; - Mise en place éventuelle d'un renforcement de la surveillance de la qualité des rejets en accord avec l'inspection des installations classées ; - Transmission à l'inspection des installations classées des besoins prévisionnels en eau pour les 4 semaines suivant la parution de l'arrêté cadre préfectoral. Cette information est renouvelée toutes les 4 semaines ; - Transmission hebdomadaire à l'inspection des installations classées des volumes d'eau consommés.
<p>Constats : L'arrêté préfectoral sécheresse du 22 juillet 2022 (modifié) a classé le bassin versant de la Seules en alerte renforcée.</p> <p>Dans le cadre de cet épisode de sécheresse, l'inspection des installations classées a demandé aux industriels, par courrier du 12 août 2022, de mettre en place un fonctionnement dégradé de leurs installations, avec une réduction globale de 20 % de la consommation en eau traditionnellement prélevée.</p> <p>En retour, l'exploitant NESTLÉ a proposé un nouveau plan d'actions (listant des mesures techniques et organisationnelles). Parallèlement, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées de façon hebdomadaire la consommation en eau de son site. L'inspection des installations classées a ainsi constaté l'efficacité des dispositions retenues sur le site, qui ont permis de répondre globalement à l'objectif de réduction de la consommation en eau.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé que ces épisodes de sécheresse sont potentiellement susceptibles de se reproduire dans les prochaines années, et que le secteur industriel devait se préparer à de tels scénarii.</p> <p>Après échanges, il ressort que l'exploitant prévoit de nouveaux projet de récupération d'eau des boucles ouvertes qui seront mis en place en 2023.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées demande, <u>pour février 2023</u>, de transmettre un plan de continuité d'activité, en envisageant différents scénarii de réduction de la consommation en eau allant de -20%, -50 %, -80 %, à l'arrêt de l'usine, avec les différentes conséquences associées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Dossier de porter-à-connaissance de septembre 2021
Thème(s) : Risques accidentels, Renforcement sécurité atelier GRAHAM
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Nestlé Health Science a transmis, par courrier du 27 septembre 2021, un dossier concernant l'évolution des activités de fabrication des bouteilles plastiques nécessitant le renforcement de la sécurité incendie du bâtiment GRAHAM.</p> <p>Les travaux de sécurisation sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - acquisition de terrains et création d'une voie piétonne d'évacuation et d'intervention - séparation de la partie extrusion (G1) du stockage (G2) par la mise en place de portes coupe-feu - renforcement du flochage dans G1 et mise en place d'un flochage dans G2 - mise en place de portes coupe-feu dans la cage d'escalier - désenfumage dans G2 - remplacement éclairage zénithal dans G2 (matériaux non gouttant) - mise en place de RIA - condamnation des exutoires de fumées de G1 situés à moins de 4m du mur coupe-feu. <p>Constats : Les interventions sur le bâtiment GRAHAM nécessitent l'arrêt de la production pour des raisons de sécurité alimentaire. L'ensemble des travaux n'a pas pu être réalisé lors des deux semaines d'arrêt technique de l'été 2022.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition de terrains permettant une distance d'éloignement de 15 mètres entre le bâtiment et la limite de propriété, - la mise en place des RIA, - la réalisation des murs coupe-feu, - le renouvellement du flochage sur les deux tiers de G1. <p>La mise en conformité du désenfumage et de l'éclairage de G1 ainsi que la réalisation de la voirie et sorties de secours, ne nécessitant pas d'arrêt usine, sont prévues d'ici la fin d'année 2022.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un échéancier de réalisation des travaux restants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suivi Plainte

Référence réglementaire : Lettre du 11/03/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Fin 2021, l'inspection des installations classées a reçu une plainte pour nuisances sonores à l'encontre de Nestlé Health Science. L'exploitant a identifié des sources potentielles : <ul style="list-style-type: none">- deux extracteurs d'air,- les grilles d'aspiration de la centrale de traitement de l'air des lignes bouteilles dont certaines ailettes étaient manquantes.
Constats : L'exploitant a remplacé les ailettes et prévoit la pose de silencieux sur les extracteurs d'air. Il est demandé à l'exploitant, après la réalisation des travaux d'insonorisation, de procéder à une campagne de mesures des niveaux sonores en ajoutant un point de mesure des émergences au niveau du riverain, pour prise en compte des dénivelés du terrain pouvant influencer la dispersion des émissions sonores.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Visite de site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2010
Thème(s) : Autre, suivi des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 1.5.3 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2010 :</u> Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. <u>Article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2010 :</u> Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.
Constats : Lors de la visite de site, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence de câbles et de canalisations non fonctionnels sur la partie GRAHAM,- l'existence de nombreuses canalisations au niveau du bief, dont l'état de certaines ne peut être facilement contrôlé. L'inspection recommande de mettre en place un plan de contrôle de ces différentes canalisations, et de déposer périodiquement une partie du calorifuge pour s'assurer de l'absence de corrosion (sous calorifuge). Il est demandé à l'exploitant de réaliser un recensement de ces installations et <ul style="list-style-type: none">- d'étudier la possibilité d'enlever les équipements non fonctionnels,- d'analyser les risques de pollution du milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois